

«TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS» (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 194

UNION

COMMUNISTE

(trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 3005 - Prix : 1 €

Iran sous les bombes

L'impérialisme prépare une guerre généralisée

**Fascisme” et
“antifascisme” : de
quoi s’agit-il ?**
page 5

Municipales
**VOTEZ POUR LA LISTE LUTTE OUVRIÈRE
À SAINT-BENOÎT !**

Iran : l'impérialisme nous mène à la guerre généralisée

L'Iran est sous les bombardements israéliens et américains. En représailles, l'Iran frappe Israël et les monarchies du Golfe, Dubaï, l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Qatar. Le Sud Liban et Beyrouth sont bombardés par Israël... En lançant leur guerre contre l'Iran, Trump et Netanyahu ont mis le feu à toute la région.

Les États-Unis et Israël ont déclenché une nouvelle guerre aux conséquences incalculables. Il y a déjà plusieurs centaines de morts en Iran, dont une centaine de petites filles tuées par l'explosion de leur école. Et combien d'Israéliens tomberont, victimes de cette politique ?

On a vu les gouvernements israélien et américain à l'œuvre dans la bande de Gaza. L'armée israélienne s'est acharnée à détruire et à massacrer pendant presque deux ans, tuant 70 000 hommes, femmes et enfants. Ce sont des incendiaires et des assassins !

De nombreux Iraniens se sont réjouis de la mort de leurs bourreaux, à commencer par celle d'Ali Khamenei, tué dans les premières heures de la guerre. On les comprend, mais ceux qui présentent cette guerre comme le moyen de libérer la population d'un régime haï sont des menteurs.

Ceux qui bombardent les peuples ne sont jamais des libérateurs. Les États-Unis ne l'ont été ni en Irak, ni en Afghanistan, ni en Syrie. L'armée française ne l'a été ni en Libye ni au Mali. Leur but n'a jamais été de défendre les peuples mais de les soumettre à leurs intérêts par les armes.

Les États-Unis veulent avoir un régime à leur botte en Iran. De même qu'ils le veulent pour Cuba, le Venezuela, l'Amérique latine, le Groenland. De même qu'ils le voulaient en Ukraine, ce qui a entraîné la guerre avec la Russie.

Cette guerre n'a rien de préventif. Elle est une étape de plus dans le cheminement vers la guerre mondiale. Et, à leur échelle, nos propres dirigeants apportent leur contribution à l'engrenage guerrier, puisqu'avec Merz et Starmer, Macron a proposé ses services à Trump et Netanyahu pour « des actions défensives » contre l'Iran. Comme si le régime iranien était à l'origine de cette guerre !

Pour l'heure, la Chine se tient à distance des combats que l'impérialisme américain mène pour rester le maître du monde, mais elle est dans son collimateur. Et elle finira bien par être impliquée.

Tant que l'humanité sera gouvernée par des bandes de voleurs et de criminels, prêts à tout pour servir les plus riches, la guerre sera notre seul et unique horizon. C'est de la folie et un gâchis humain monstrueux.

L'humanité court à sa destruction au moment même où elle atteint un degré de développement extraordinaire. Nous sommes en 2026. Nous n'avons jamais disposé d'autant de richesses à partager. Nous n'avons jamais eu autant de moyens techniques et de possibilités pour répondre à nos besoins. Les savoirs et les progrès accumulés permettent aux peuples de communiquer, d'échanger et de coopérer par-delà les frontières, les mers et les océans. Mais c'est guerres sur guerres, destructions sur destructions, cadavres sur cadavres !

On nous précipite vers la guerre généralisée parce que partout, dans tous les pays, ceux qui dirigent sont aveuglés par l'accumulation insensée de richesses et la course aux profits. Il s'agit toujours de défendre les intérêts particuliers de vautours qui n'ont jamais fait qu'exploiter et piétiner les travailleurs !

Nous voyons arriver la guerre depuis des mois, sinon des années. Tous les pays se réarment à marche forcée. L'arsenal qui s'accumule atteint une puissance et un degré inédits dans la sophistication et l'art de tuer. La propagande guerrière, le nationalisme et la militarisation de la société avancent partout à grands pas. Et nous savons que les travailleurs seront les premiers à payer cette guerre, parce que ce sont toujours leurs enfants qui sont envoyés en première ligne.

Nous nous sentons incapables de l'empêcher. C'est un drame car le monde du travail est justement la seule force qui aurait les moyens d'y faire obstacle. Le temps qu'il se relève, prenne conscience de son poids dans la société et mette la classe des exploités et des va-t-en-guerre hors d'état de nuire, combien de morts seront encore à déplorer ?

Il est donc urgent de travailler à l'organisation des travailleurs contre une classe capitaliste qui met en péril l'humanité tout entière et qui ne mérite plus de diriger. Il faut que les travailleurs décident de prendre leur sort en main et de gérer eux-mêmes la société. Le plus tôt sera le mieux !

Nathalie ARTHAUD

8 mars : féminisme et émancipation sociale, des combats indissociables

La journée du 8 mars est devenue aujourd'hui la Journée internationale des droits des femmes, mais elle a été initiée par le mouvement ouvrier socialiste, sous l'impulsion de la militante Clara Zetkin, il y a plus d'un siècle.

L'oppression des femmes est générale dans le monde. Elle peut prendre des formes plus ou moins brutales : salaires plus faibles ; relégation aux tâches domestiques ; statut de mineure à vie sous la tutelle d'un père ou d'un mari ; effacement de l'espace public ; violences quotidiennes qui conduisent à des viols et des meurtres. En 2024 en France, plus de 1 200 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint. Des dizaines de milliers de femmes meurent chaque année dans le monde à la suite d'un avortement clandestin qui tourne mal.

Le combat contre l'oppression des femmes est vital et il est indissociable de la lutte contre une orga-

nisation sociale basée sur l'exploitation. Le capitalisme entretient des divisions de toute nature pour tirer les salaires vers le bas, dégrader les conditions de travail et opposer une fraction des travailleurs à une autre. Il fait des femmes les plus exploitées parmi les exploités. Comme le formulait le socialiste allemand August Bebel, dès 1879, « Il ne peut y avoir d'émancipation humaine sans indépendance sociale des femmes et sans égalité des sexes. » Mais réciproquement, la pleine émancipation des femmes est impossible tant que l'humanité sera soumise à l'exploitation capitaliste.

Dans cette époque de montée des idées réactionnaires, des droits qui semblaient acquis pour les femmes sont menacés, comme le droit à l'avortement, remis en cause dans divers pays, à commencer par les États-Unis. En France, le féminisme est instrumentalisé par des organisations communautaristes ou identitari-

res. Ainsi des militantes d'extrême droite, hostiles à l'avortement, comme celles du groupe Némésis, se prétendent féministes pour désigner les hommes noirs ou arabes comme responsables des agressions. Ces provocatrices, à l'origine de la rixe qui a conduit à la mort d'un identitaire à Lyon, prétendent participer à la manifestation du 8 mars, ce que refusent, avec raison, les organisatrices.

Pour sa part, Lutte ouvrière participera aux manifestations du 8 mars pour affirmer qu'émancipation des femmes et émancipation sociale sont les deux faces du même combat et qu'il n'y aura pas de liberté durable pour les femmes sans que le capitalisme soit renversé et combattre pour le communisme, c'est lutter pour un avenir dans lequel toutes les oppressions auront disparu.

Collège Lacaussade de Salazie : des postes en moins, des parents en colère

Le conseil d'administration du collège Lacaussade de Salazie (le seul du cirque) a pris la décision de supprimer deux postes d'enseignants à la rentrée prochaine : l'un en SVT, l'autre en allemand. Un comble dans une commune qui vit en partie du tourisme !

Le prétexte évoqué par le principal du collège et par le rectorat, est la baisse des effectifs dans ces matières qui ne justifierait plus des postes à plein temps.

Le principal assure que les heures de cours seront maintenues mais seront assurées par des enseignants « dans le cadre d'un service partagé avec un autre établissement », autrement dit par un enseignant TZR (Titulaire sur Zone de Remplacement) ou par des contractuels.

À terme, ces matières risquent de disparaître du collège tout bonnement.

Face à cette décision, la réaction

des parents d'élèves ne s'est pas faite attendre : une trentaine d'entre-eux ont manifesté leur colère et leur incompréhension devant le collège, avant les vacances de mars.

Ils réclament le passage de l'établissement en zone REP+, qui, selon eux, serait une solution pour améliorer les conditions de travail des enseignants et favoriserait l'insertion professionnelle des jeunes de Salazie, touchée par 41 % de chômage.

Ces deux postes en moins est un avant goût amer de la suppression de 90 postes (25 dans le premier degré et 65 dans le second degré) à La Réunion sur les 4000 annoncés par le gouvernement au niveau national.

C'est inacceptable, surtout dans une île qui a déjà un taux de décrochage scolaire supérieur à la moyenne nationale.

Mais de cela, le gouvernement n'en a cure.



Agressions de professeurs : les larmoiements du rectorat et le manque de moyens

En l'espace de quinze jours, deux enseignants se sont fait agresser pendant leur cours, par des élèves, au collège Paul Hermann à Saint-Pierre et au lycée professionnel Rontaunay à Saint-Denis.

Le collégien de 12 ans qui a tenté d'étrangler son professeur avait déjà été exclu d'un autre établissement. Et la lycéenne risque l'exclusion.

Si le recteur condamne ces violences, ses paroles ne semblent pas être suivies d'actes qui pourraient permettre aux enseignants de ne plus mettre leur santé, voire leur vie en

danger en exerçant leur métier.

Tout au plus, le recteur parle de possible mobilisation de l'équipe mobile de sécurité (qui tournerait dans plusieurs établissements ? Avec quelle fréquence?) ou d'activer une cellule de soutien psychologique...

Mais ce que réclament les enseignants qui alertent depuis longtemps sur la détérioration du climat scolaire , ce sont de véritables moyens, pas que du blabla.

« L'État doit engager un plan massif de recrutement afin de garantir un encadrement renforcé et

un climat scolaire apaisé. Mieux accompagner nos élèves passe nécessairement par plus de personnel : plus d'enseignants ; plus de personnel de vie scolaire; plus d'infirmières et de psychologues de l'Éducation nationale ; plus d'adultes afin de prévenir et combattre les violences et les actes d'incivilité » revendiquent les représentants du syndicat Snuep-FSU, Evelyne Derriennic et Jean Luc Payet.

CQFD...

Les petits services de Lecornu au patronat

À partir du 1er mars 2026, les travailleurs qui voudront porter plainte contre leurs patrons pour obtenir réparation des injustices dont ils ont été victimes : primes et salaires impayés, non respect de la législation sociale, licenciements abusifs, etc. devront s'affranchir de la somme de 50 euros.

Lecornu a présenté cette nouvelle obligation comme « destinée à financer la justice ».

En fait de justice, elle érige un nouvel obstacle devant les salariés, par définition sans le sou, pour faire valoir leurs droits et récupérer l'argent qui leur est dû !

Voilà une décision que les exploi-

teurs de travailleurs apprécieront à leur juste valeur !

Pas étonnant que Lecornu n'ait pas fait de publicité à cette mesure anti ouvrière et l'a fait passer, en catimini et de force devant le parlement à l'occasion du vote sur la loi de Finances 2026, en utilisant le 49-3 !

ZFANG : encore moins d'impôts pour les patrons de l'Est

Contenu dans le budget de finances 2026, le principe de l'instauration d'une Zone Franche d'Activité Nouvelle Génération (ZFANG) vient d'être adopté par le parlement avec le soutien du gouvernement au bénéfice de la région Est de La Réunion.

Cette disposition avait été réclamée par le patronat réunionnais et relayée activement par des élus locaux tels que Selly et Fouassin pour, prétendument, attirer de nouveaux investisseurs dans la région Est et y créer de nouveaux emplois.

En fait ce dispositif profitera avant tout aux entreprises de moins de 250 salariés déjà installées dans cette région et exerçant dans les secteurs du BTP, de l'agro-alimentaire, du tourisme, de l'industrie ou de la production audio-visuelle. La création de nouveaux emplois reste donc du domaine des promesses.

Ce qui est sûr par contre ce sont les avantages supplémentaires dont bénéficieront les patrons déjà en place: abattement sur les bénéfices de 80 % (contre 50 % actuellement)



dans la limite de 300 000 euros (au lieu de 150 000 euros), abattement de 100 % (contre 50 % aujourd'hui) sur la Contribution Financière des Entreprises et abattement sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties de 80 % (contre 50 %).

Peu importe aux élus et au gouvernement que des millions manquent à l'appel dans le budget de l'État et des communes pourvu que leurs maîtres, les capitalistes, aient de moins

en moins à déboursier en matière de salaires et d'impôts, ils sauront, le temps venu, présenter la note à payer aux travailleurs et à la population pauvre pour renflouer les déficits publics.

Un système bien huilé qui pourrait bien s'enrayer le jour où les travailleurs et les plus pauvres se mobiliseront pour mettre fin à ce racket généralisé !

SYDNE : quand les ordures se transforment en or !

Inovest, filiale du groupe capitaliste Suez, s'était vu attribué en novembre 2017, sans mise en concurrence et sans publicité, le marché de la collecte et du traitement des ordures ménagères du nord et de l'est de l'île avec la complicité des élus et du président de la Cinor de l'époque, Gérald Maillot, et pour un coût exorbitant de 240 millions d'euros.

Ce marché doit être à nouveau renégocié avec le Syndicat mixte de traitement des déchets du nord et de l'est (le SYDNE) avant fin octobre.

La direction d'Inovest qui, entre temps, a construit une usine de tri des déchets sur le site de Sainte-Su-

zanne, financé pour moitié avec des fonds publics, et dispose d'un monopole de fait dans les traitements des ordures, exerce à présent un chantage auprès du SYDNE pour imposer ses tarifs prohibitifs (248 millions d'euros contre une évaluation de 100 millions d'euros établie par le SYDNE) pour le futur marché qui couvre la période 2026-2032.

Si d'aventure Inovest parvenait à imposer ses vues à la population, celle-ci verrait sa taxe d'enlèvement des ordures ménagères multipliée par deux. Le Sydne a décidé de porter l'affaire devant l'autorité de la concurrence, la DGCCRF. Mais pour

les contribuables la vigilance doit être de mise quand on sait que la justice a laissé faire lors du marché truqué de 2017 !

Ce qui est en cause dans cette affaire, c'est justement la complicité dont bénéficient les capitalistes pour se faire attribuer par les élus des travaux d'intérêts publics (eau, électricité, ramassage des ordures, transport de personnes, etc.), en plus avec l'aide des fonds publics.

C'est tout ce système que la population mobilisée pour défendre ses intérêts vitaux devra mettre à la poubelle !

Fascisme" et "antifascisme" : de quoi s'agit-il ?

La banalisation des discours d'extrême droite, l'activisme de groupes prêts à s'attaquer physiquement à tous ceux qui leur déplaisent, ont mis au premier plan de l'actualité l'existence de groupes « antifas » (pour « antifascistes »).

Pour beaucoup, le terme « fasciste » est simplement synonyme de l'appartenance à l'extrême droite. Reste que les qualificatifs génériques « fascistes » et « antifascistes » introduisent plus de confusion que de clarté.

Le courant fasciste a émergé en Italie au début des années 1920 et plus tard en Allemagne sous la forme du nazisme. Empêtrée dans sa crise, la bourgeoisie de ces pays eut recours à des troupes de choc, mobilisant des masses de petits bourgeois appauvris par la crise pour briser la classe ouvrière organisée et combative. Le développement d'un sentiment antifasciste exprimait en retour la volonté de riposter à cette évolution réactionnaire, notamment en France et en Espagne dans les années 1930.

Cette volonté de résister à la montée du fascisme fut cependant dévoyée par les partis ouvriers réformistes, socialistes et stalinien, et désarma finalement la classe ouvrière, la conduisant à des défaites, et en France et en Espagne.

Même si aujourd'hui il n'existe pas en France de parti fasciste pou-

vant s'appuyer sur des mobilisations de masse de la petite bourgeoisie, combattre l'extrême droite et ses idées est bien sûr indispensable. Mais le faire au nom de « l'antifascisme » reste une tromperie. Ainsi on a entendu Jean-Luc Mélenchon appeler à la création d'un « front antifasciste », qui serait, selon lui, le pendant du nouveau « front républicain », lequel inclut désormais le RN et exclut LFI. Sous une apparence radicale, c'est en appeler à la constitution d'une nouvelle Union de la gauche comme celle qui a mené une politique anti-ouvrière de Mitterrand à Hollande, démoralisant et poussant vers l'extrême droite une partie des classes populaires. Une partie de l'extrême gauche, le NPA-A entre autres, qui veut lui aussi « faire front » contre le fascisme, se range d'ailleurs derrière cette opération.

De leur côté, les groupes « antifas » veulent combattre les groupes qui se réclament du fascisme, dans la rue, poing contre poing. Il est légitime de défendre les locaux ou les activités des organisations de gauche, quand ils sont attaqués, voire de conclure des accords entre organisations pour un tel objectif. Mais les bagarres de rue contre les « fachos » ne mènent à rien y compris quand elles n'ont pas une issue tragique comme récemment à Lyon.

La progression de l'influence électorale de l'extrême droite peut bien

sûr finir par déboucher sur un véritable danger fasciste. Dans cette perspective, il sera déterminant de mener, dans la classe ouvrière, une politique de classe qui ne pourra se dire seulement « antifasciste » mais être révolutionnaire et prolétarienne, sans aucune confusion avec la politique de forces bourgeoises, même se prétendant démocratiques et républicaines. Une politique révolutionnaire dans le monde du travail ne peut avoir rien de commun avec la remise en selle d'une gauche de gouvernement.



Mussolini et Hitler en 1940

« L'extrême gauche » : une cible pour faire peur

La campagne politique contre LFI et son leader, Jean-Luc Mélenchon, entamée après la rixe de Lyon, continue désormais avec d'absurdes accusations d'antisémitisme portées contre ce parti.

Relayée par tous les organes de presse, cette campagne relayée par le centre et la gauche vise à exclure LFI de « l'arc républicain », c'est-à-dire des partis considérés comme dignes d'exercer des responsabilités gouvernementales. L'objectif de ces partis est de calomnier suffisamment Mélenchon pour espérer le devancer à l'élection présidentielle et voir ainsi leur candidat, s'ils en trouvent un, qualifié pour le second tour puis victorieux devant celui du RN. Le parti d'extrême droite, quant à lui, en proposant un cordon sanitaire contre LFI, se taille pour pas cher un brevet de républicanisme, de modération et de respect du droit. La vérité est que l'activiste lyonnais d'extrême droite a été tué dans une bagarre que ses amis avaient délibérément provoquée, que soupçonner Mélenchon d'antisémitisme relève de la calomnie et que LFI est un parti tout aussi responsable vis-à-vis de la bourgeoisie et de



l'État que tous les autres. Mais cette vérité n'intéresse aucun de ces partis ni aucun de ces médias.

Un bon nombre de responsables politiques et médiatiques se sont désormais faits à l'idée de l'arrivée du RN aux responsabilités, voire à l'Élysée. Ils se préparent donc à partager les postes et à gérer avec lui les affaires du grand patronat, pour assurer la pérennité de l'ordre social. Et, pour ce faire, puissamment aidés par le chœur médiatique, ils légitiment par avance le RN en se trouvant un nouvel épouvantail en la personne de

Mélenchon.

Au-delà de la concurrence entre partis de gouvernement, la chasse à LFI, à « l'extrême gauche » et au prétendu antisémitisme vise en fait tous ceux qui pourraient apparaître peu ou prou comme des contestataires de l'ordre social, de la guerre, de l'oppression et des massacres à Gaza ou ailleurs, voire, tout simplement, ceux qui veulent résister à l'exploitation. C'est un battage réactionnaire qu'il faut dénoncer.

Nucléaire : des terroristes en complet-veston

Lundi 2 mars, au surlendemain de l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, Macron prenait la parole dans la base des sous-marins de Crozon, pour vanter la force de dissuasion nucléaire française et promettre son renforcement.

Un cinquième sous-marin, capable de rester des mois en plongée et d'envoyer à tout moment des missiles 1 000 fois plus destructeurs que la bombe qui a rasé Hiroshima, va être mis en chantier. De nouvelles ogives nucléaires vont être fabriquées pour équiper navires et aéronefs. Des missiles à très longue portée seront mis au point et fabriqués en coopération avec d'autres puissances européennes. Enfin, une alliance de huit pays, dont l'Allemagne et la Grande-Bretagne, va coordonner sa défense antimissiles et profiter, si

l'on ose dire, du bouclier nucléaire français. C'est peu de dire que Macron se place, à la suite du grand patron américain, dans la perspective d'un conflit généralisé, il anticipe le carnage par vitrification, programme la destruction massive, et a de plus la prétention de poser au chef de guerre européen.

Le verbiage sur la bombe faite pour ne pas être employée, car la terreur inspirerait le respect et conduirait à la paix, ne tient pas une seconde devant l'évidence. Les classes dominantes, leurs gouvernements et leurs états-majors ont utilisé et sont prêts à utiliser tous les moyens guerriers pour se partager le monde et maintenir leur domination. Au 20^e siècle, ils l'ont déjà fait par deux fois, jusqu'à ce que les États-Unis rasent Hiroshima et Nagasaki en août 1945, à la fois pour tester leurs bombes en

vraie grandeur et pour montrer leur puissance à la face du monde.

La perspective révoltante évoquée par Macron et inscrite dans toute la situation a le seul mérite d'être claire. On ne peut la refuser réellement qu'en luttant pour une révolution sociale qui en finisse avec le capitalisme. Le reste, c'est du blabla.



DANS LES ENTREPRISES

CHU : centre de soins ou centre financier ?

La direction du CHU de La Réunion vient de se voir rappeler à l'ordre par le tribunal administratif.

L'hôpital public est dans l'incapacité de prouver qu'il a instauré « un système fiable, objectif et accessible permettant de mesurer le temps de travail effectif de chaque agent ».

Ce dispositif est pourtant

rendu obligatoire depuis que la Cour européenne de justice a émis une directive en ce sens... en 2003 !

Cela veut dire que depuis 23 ans la direction du CHU Réunion s'assoit sur cette loi !

Cela lui permet non seulement d'imposer des horaires déments à ses agents, des horaires hebdomadaires dépassant allègre-

ment les 48 heures maximum hebdomadaires ou les 10 heures maximum journalières avec tous les effets délétères sur leur santé aussi bien physique que mentale, que d'arnaquer en permanence les salariés de la Santé publique sur le paiement intégral de leurs heures travaillées !

Remboursez !

DANS LE MONDE

IRAN

Sous les bombes impérialistes et la dictature

Il faut le grossier cynisme des dirigeants **impérialistes pour présenter les bombardements qui visent les villes d'Iran, sous l'appellation « Furie épique », comme pouvant permettre une libération de sa population.**

Les médias occidentaux ont diffusé des scènes de liesse provoquées par la mort de l'ayatollah Khamenei, qui avait été conquis aux cris de « *Mort au dictateur* » par des millions de manifestants iraniens lors des révoltes qui ont secoué le pays depuis 2017. Mais ils ont caché le désespoir des parents des 160 fillettes tuées dans leur école par une bombe américaine dès le début de l'offensive. Les commentateurs s'appuient sur les immenses files de voitures qui ont quitté Téhéran pour affirmer que la ville a été évacuée par ses habitants. Mais la manipulation est grossière : si les plus riches ont pu se réfugier à la campagne, l'immense majorité des neuf millions d'habitants de la capitale n'a d'autre choix que de continuer à travailler, sous les bombes, pour pouvoir manger.

Jamais avare d'une énormité,

Trump a lancé aux Iraniens : « *Lorsque nous aurons fini, emparez-vous du pouvoir, ce sera à vous de le faire. Cela sera probablement votre seule chance pour des générations à venir.* » Le même Trump avait encouragé la population à manifester en janvier, promettant « *de venir à son secours* » avant de détourner les yeux pendant que le régime organisait une tuerie de masse. Trump, comme ses prédécesseurs à la tête des États-Unis, craint plus que tout que les peuples s'emparent eux-mêmes du pouvoir. En 1979, c'est avec la bénédiction des États-Unis que l'ayatollah Khomeini,

prédécesseur de Khamenei, avait été ramené d'exil pour canaliser la révolte populaire qui venait de chasser le chah, dictateur pro-américain haï par son peuple, tout cela pour empêcher que l'appareil d'État ne s'écroule.

Ce que Trump n'accepte pas, ce n'est pas le caractère dictatorial de la république islamique, c'est le fait que ce régime ne lui obéisse pas au doigt et à l'œil. L'émancipation des exploités d'Iran ne pourra venir que des exploités eux-mêmes. Ces derniers ont montré à plusieurs reprises qu'ils avaient le courage nécessaire.



Une escalade qui menace le monde

En lançant la guerre contre l'Iran, Trump et son allié Netanyahu ont mis le Moyen-Orient à feu et à sang, déclenchant une escalade guerrière qui pourrait entraîner de multiples pays.

Au regard de la position stratégique de l'Iran au cœur du Moyen-Orient, de la base sociale que le régime des mollahs conserve malgré les révoltes successives, et des capacités militaires qu'il a pu développer malgré l'embargo, Trump et Netanyahu savaient que leur attaque allait provoquer une riposte menaçant tous les peuples de la région et, peut-être, engendrer le chaos. Cela n'a pas traîné.

Si la population iranienne est la première victime, avec, en trois jours, déjà près de 1 000 morts civils recensés, la population israélienne paie une nouvelle fois la politique guerrière de ses dirigeants. Prenant prétexte des roquettes envoyées par les milices chiites libanaises du Hezbollah, l'armée israélienne a aussi

bombardé le sud du Liban et pourrait une nouvelle fois occuper le sud du pays.

La riposte iranienne a visé les pays du Golfe, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Koweït ou le Qatar, qui abritent presque tous des bases militaires américaines et dont plusieurs ont signé les accords d'Abraham avec Israël. Des centaines de milliers de touristes ou d'expatriés de sociétés occidentales, longuement interrogés sur les chaînes de télévision, vivent, au moins pour quelques jours, les menaces de la guerre. Outre les destructions possibles, l'arrêt brutal du commerce, du tourisme et des exportations pétrolières qui font la richesse des monarchies du Golfe est un facteur de chaos.

Le sort de l'Irak, qui ne s'est jamais relevé des décennies de manœuvres impérialistes, en particulier de l'invasion américaine de 2003 suivie du démantèlement de l'appareil d'État, puis de quinze années de guerre civile, préfigure peut-être l'avenir de

l'Iran.

L'Iran est un verrou stratégique dans une région instable, voisin de l'Afghanistan et du Pakistan aujourd'hui en guerre, voisin de pays issus de l'Union soviétique comme le Turkménistan ou encore l'Arménie et l'Azerbaïdjan, eux aussi en conflit. Il est un allié économique de la Chine et de la Russie. Son éclatement, sous les forces centrifuges que pourraient libérer cette nouvelle guerre impérialiste, ne pourrait qu'accélérer la marche vers une guerre généralisée.



DIRIGEANTS EUROPÉENS

En file indienne derrière Trump

Les dirigeants français, allemand et britannique, qui n'avaient, semble-t-il, pas été informés de la décision américaine de déclencher la guerre contre l'Iran, n'ont pas traîné avant de s'y rallier.

Mardi 3 mars, Macron envoyait donc le porte-avions français vers la zone de guerre où il avait été précédé par un destroyer britannique. L'alignement n'est donc plus seulement verbal mais concret, voire meurtrier.

Quand Trump annonçait sa volonté d'annexer le Groenland, Macron, Merz et Starmer avaient crié au déni du droit international. Aujourd'hui, alors que toute la population iranienne est sous les bombes et que tout le Moyen-Orient est plongé dans la guerre, ils ne voient aucun problème à soutenir l'attaque menée par les États-Unis et Israël.

Au début de l'offensive, Macron

a bien appelé pendant quelques heures à « cesser » l'escalade militaire « dangereuse pour tous ». Ce n'était pas par considération pour les populations de la région mais pour tenter de montrer une indépendance de l'impérialisme français vis-à-vis des décisions des États-Unis, surtout celles dont il n'avait pas été tenu au courant. Mais très vite il a remballé ses airs vexés pour adopter une attitude beaucoup plus ferme et agressive... contre l'Iran.

Dès le dimanche 1^{er} mars, les trois dirigeants européens ont publié un communiqué où ils s'alignaient sans la moindre réserve derrière les États-Unis, annonçant qu'ils étaient prêts à participer à la guerre. Puis, dans une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne qui a suivi, la responsable de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, a osé dire que « les attaques aveu-

gles » menées par le régime iranien constituaient « une escalade sans précédent ». Si les quelques missiles et drones lancés par le régime iranien et non interceptés par les puissants moyens des États-Unis constituent une telle escalade, que dire du déluge de feu des armées américaine et israélienne ?

Les États-Unis sont aujourd'hui la puissance mondiale dominante, les États européens comme la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ayant été relégués depuis longtemps au second voire au troisième rang. Lorsque leurs dirigeants invoquent encore un prétendu « droit international », ce n'est que pour défendre les bouts de pré carré qui leur restent. Le droit des peuples, ces anciennes grandes puissances coloniales l'ont toujours piétiné. Elles sont prêtes à continuer de le faire en se rangeant derrière les États-Unis.

Comment embrigader la population

« *Il y en aura d'autres, c'est comme ça* », a commenté sèchement Trump en faisant référence aux premiers soldats américains ayant perdu la vie dans la guerre avec l'Iran.

Ce dédain peut choquer une partie des électeurs de Trump qui l'avaient choisi parce qu'il prétendait ne plus vouloir entraîner les États-Unis dans de nouvelles guerres. N'avait-il pas qualifié d'erreur l'invasion de l'Irak en 2003 et les vingt ans de guerre qui ont suivi, dans laquelle plus de 4 000 soldats américains ont trouvé la mort ?

Mais Trump continue de parler de paix, et en tout cas par la voix de sa femme, Melania, qu'il a envoyée à la tribune des Nations unies plaider pour la « *paix par l'éducation et par l'empathie pour les autres* », pendant que son armée bombardait une école, tuant plus d'une centaine d'écolières iraniennes.

Selon les sondages, près de 60 % des Américains désapprouvent la nouvelle guerre. Il apparaît en effet que, contrairement à l'enlèvement de Maduro, qui avait immédiatement mis le régime vénézuélien dans la poche des États-Unis, la mort du dirigeant iranien Khamenei ne mar-



quera pas la fin du conflit, mais n'est qu'un début. Sur son réseau social, le président américain n'en affirme pas moins que son objectif est « *la paix au Moyen-Orient et dans le monde* ». Son secrétaire à la Guerre, Hegseth, a pris soin de déclarer que « *ce n'est pas comme l'Irak, ce n'est pas une guerre sans fin* ».

Conjointement à ces mensonges qui se veulent apaisants, une propagande tout aussi fallacieuse commence pour justifier auprès de la population américaine cette guerre contre l'Iran, accusé par Trump de lutter « *contre la civilisation* ». Le général Caine, son chef d'état-major, affirme faussement : « *Les objectifs militaires sont clairs : notre mission est de nous protéger et de nous dé-*

fendre. » Et Hegseth ose même ajouter : « *Nous n'avons pas commencé cette guerre*. »

Cependant, plus celle-ci dure et plus Trump doit changer de registre, affirmant que les attaques contre l'Iran « *continueront aussi longtemps que nécessaire* », parlant de « quatre à cinq semaines de guerre, mais nous avons la capacité de la faire bien plus longtemps que cela », « *le temps que ça prendra* ».

« *Il y aura d'autres morts* », a prévenu Trump à propos des soldats tués. Les dirigeants de l'impérialisme américain voudraient déjà habituer leur population non seulement à l'idée d'un conflit prolongé, mais aussi au possible coût humain pour elle.

Océan Indien, zone de paix ?

Pendant que les États-Unis et leur bras armé dans la zone, Israël, pilonnent l'Iran et les régions et pays alentour faisant des dizaines de morts en quelques jours, le mot d'ordre de la présidente de la Région Huguette Bello et des élus locaux de la LFI dont le député Perceval Gaillard, est « *océan Indien zone de paix* ».

Alors que les pays impérialistes dont la France, veulent précipiter le monde dans une guerre généralisée, il est illusoire de croire ou de faire croire qu'il pourrait subsister une « *zone de paix* » où les populations seraient à l'abri, hors de toute atteinte des impacts de la guerre.

Lorsque la France ou d'autres pays de la zone océan Indien emboîteront le pas aux pays déjà belligérants, les

jeunes et les moins jeunes seront envoyés au front se faire tuer; les familles pleureront la perte des leurs; les classes populaires connaîtront les affres des privations extrêmes, etc.

Parlera-t-on encore de « *zone de paix* » ?

Et puis, si les pays impérialistes entretiennent depuis des décennies des bases militaires dans plusieurs endroits de la zone, comme celle américaine de Diego Garcia ou des régiments à La Réunion pour la France, ce n'est certainement pas pour maintenir la paix, mais bien dans l'intention d'intervenir sur telle ou telle cible en déployant leur force de frappe à partir de ces points stratégiques.

Les classes populaires de La Réu-

nion et des autres pays de l'océan Indien qui seraient les principales victimes de conflits entre grandes puissances, si elles ne peuvent pas empêcher la guerre qui a déjà commencé dans les faits, peuvent en revanche, en prenant conscience de leur force collective, se retourner contre leurs propres États respectifs, leurs propres bourgeoisies, et se donner comme perspective bien plus heureuse, le renversement de cette société capitaliste infâme.

C'est après que les travailleurs auront pris les rênes de la société, que non seulement la zone océan Indien, mais toute la planète entreront dans une véritable ère de paix.

Guerre contre l'Iran : les armées occidentales au service des trusts

Trump et Netanyau ont déclenché la guerre contre l'Iran qui en réponse frappe des pays voisins, différents sites de production pétrolière, les bases militaires américaines présentes et bloque le détroit d'Ormuz par où passe 20 % de la production de gaz et de pétrole mondial.

Dès lors, fort de son gros porte avion et de sa bombe nucléaire, Macron, même pas informé du déclenchement des opérations, trouve que la défense de la libre circulation des marchandises lui offre un bon prétexte de ne pas rester hors jeu.

Faisant suite aux déclarations de Macron, sa ministre des armées, Catherine Vautrin, a renchéri en rappelant que les FASZOI (les forces armées françaises disposées à La Réunion et à Mayotte) pourraient être appelées à participer à la future opération préconisée par le chef de l'État.

Voilà comment dirigeants français envisagent d'envoyer, depuis des milliers de kilomètres des lieux du conflit, plusieurs centaines de jeunes engagés soit disant pour défendre les intérêts de la patrie, mais qui iront

peut être demain se faire trouer la peau pour permettre aux actionnaires de Total, d'Exxon Mobil ou Aramco ainsi qu'à ceux des CMA-CGM et autres Maersk de continuer à engranger des milliards de profits !



DIEGO GARCIA

Brigands autour d'un confetti d'empire

Donald Trump n'est pas content du Premier ministre britannique, Keir Starmer. « *Je n'aurais jamais pensé voir ça de la part du Royaume-Uni* », s'est-il plaint mardi 3 mars, ajoutant : « [Keir Starmer] *aurait dû aider... il aurait dû.* »

Une des récriminations de Trump à l'égard du Royaume-Uni, pourtant un fidèle allié des États-Unis, porte sur la base de Diego Garcia : Starmer aurait tardé à autoriser l'envol de bombardiers américains vers l'Iran.

Diego Garcia fait partie des Chagos, un archipel de l'océan Indien que la puissance coloniale britannique sépara de l'île Maurice lors de l'accession de celle-ci à l'indépendance en 1968. Tous les Chagossiens furent ensuite déportés sans autre forme de procès, et Londres concéda l'île aux États-Unis pour l'installation d'une base militaire stratégique. Outre un port en eau profonde et des installations de communications et de surveillance, les États-Unis stationnent à Diego Garcia des bombardiers qui ont été utilisés pendant les

guerres d'Afghanistan, d'Irak et sans doute maintenant d'Iran.

Cependant, ces dernières années, le Royaume-Uni a été condamné pour cette mainmise coloniale par la Cour internationale de justice et par l'Assemblée générale de l'ONU. En octobre 2024, il a signé avec le gouvernement mauricien un accord de rétrocession, en vertu duquel les Chagos reviennent à l'île Maurice, tandis que le Royaume-Uni et les États-Unis gardent pendant 99 ans le contrôle de Diego Garcia, moyennant un loyer

annuel de 120 millions d'euros – une goutte d'eau en regard de leurs dépenses militaires. Après l'avoir approuvé, Trump critique maintenant cet accord qui ne lèse nullement les États-Unis. Mais on sait que le locataire de la Maison Blanche aime faire feu de tout bois.

En attendant, les bombardiers de l'impérialisme peuvent continuer à utiliser cette base, bien commode pour les deux brigands, qui devraient vite se rabibocher...



Des richesses que l'impérialisme veut contrôler

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a insisté le 2 mars sur le fait que les États-Unis « aimeraient » voir le peuple iranien renverser son gouvernement, mais que cela n'était pas l'objectif de la guerre.

Et il est vrai que, de la part des grandes puissances et surtout de la première d'entre elles, il saute aux yeux que l'objectif à court, à moyen et à long terme de leur mainmise sur le Moyen-Orient porte sur la richesse du sous-sol et les énormes possibilités d'investissements qui en découlent.

La région, pour le malheur d'une grande partie de sa population, regorge de réserves d'hydrocarbures. L'Iran, première cible des bombardements de l'heure, possède la troisième réserve mondiale de pétrole et la deuxième de gaz, sans parler de ses ressources minières en fer, cuivre, aluminium et zinc. L'Arabie saoudite est le deuxième pays possesseur de réserves pétrolières, après le Venezuela, récemment mis au pas par Trump. Puis viennent les champs pétrolifères de l'Irak, du Koweït, des Émirats, du Qatar... Israël exploite

depuis 2019, avec la major américaine Chevron, l'immense champ gazier de Leviathan, en Méditerranée.

Cet or noir transite en partie dans le Golfe persique à bord de pétroliers passant par le détroit d'Ormuz, contrôlé par l'Iran. Le cinquième du commerce mondial de GNL, le gaz naturel liquéfié, provenant majoritairement du Qatar, transite également, vers l'Europe notamment, par ce détroit. On comprend donc l'énorme enjeu que représente le contrôle de cette voie maritime, bordée sur l'une de ses deux rives par l'Iran !

Grâce aux pétrodollars, les familles capitalistes régnaient des

États du Golfe ont développé une énorme puissance financière, sous la forme de fonds souverains d'investissement. Ainsi, en Arabie saoudite, le Public Investment Fund avait placé, en 2025, plus de mille milliards de dollars dans des infrastructures portuaires et aéroportuaires, et dans les start-up de l'IA. Les autres États de la région ont tous de tels fonds.

Le Golfe est ainsi aujourd'hui plus qu'une énorme réserve de richesses. Elle abrite une concentration de capitaux dont l'impérialisme veut s'assurer le contrôle, comme il veut s'assurer le contrôle des voies qui la desservent.



DR

Pétrolier dans le détroit d'Ormuz

UKRAINE

L'Europe investit dans la guerre

Fin février, le président ukrainien a demandé à ses soutiens européens du « club des Volontaires » de lui octroyer une aide substantielle pour embaucher des combattants rémunérés, car l'armée ukrainienne manque d'hommes.

Zelensky explique que ceux d'en face, les Russes, en ont les moyens financiers, mais pas Kiev. Cette argumentation « technique » cache en réalité un problème politique. Depuis des mois, par un phénomène n'ayant aucun caractère organisé, de plus en plus d'hommes en âge d'être mobilisés tentent par tous les moyens d'y échapper. Certains passent à l'étranger, et il faut rappeler que, sur les quelque cinq millions d'Ukrainiens résidant hors du pays, une bonne partie sont des hommes et souvent de jeunes hommes. D'autres achètent, quand ils en ont les moyens, des certificats de complaisance les

exonérant du service armé. Et puis, des centaines de milliers d'incorporables ne se font pas connaître : ils se cachent plus ou moins. Au point que Zelensky a officiellement demandé à son ministre de la Défense de faire cesser ces pratiques d'enrôlement musclé.

Recruter des mercenaires, dernière trouvaille de Zelensky, a donc autant pour but de combler les trous dans les rangs de son armée que d'envoyer un signe d'apaisement à une population qui n'en peut plus de la conscription, sinon de la guerre. Il est vrai qu'il est désormais reconnu officiellement que l'armée ukrainienne fait aussi appel, comme celle de Poutine, à des militaires étrangers, qui se cachent de moins en moins.

Il est difficile de savoir si les 90 milliards que l'Union européenne (UE) vient d'accorder à l'Ukraine serviront, même partiellement, à un

tel recrutement. Mais c'est bien probable.

L'Allemagne et la Grande-Bretagne versent des dons, généralement destinés à des achats aux usines d'armement du pays donateur, cinq à six fois plus élevés que la France. Il faut croire que les matériels d'outre-Rhin, et la réputation technologique allemande, ainsi que la puissance industrielle, donc les capacités de production de Berlin, font plus que les coups de menton de Macron. Les fonds que Berlin a dégagés pour se doter de l'armée la plus puissante du continent dépassent de loin le budget militaire français, pourtant lui aussi en forte hausse.

La guerre est belle pour les profits capitalistes, cela se mesure aux cours des actions des entreprises d'armement qui s'envolent à la Bourse !

Capitalisme et impérialisme : les deux maux dont souffre Madagascar

Confronté à l'état de délabrement total du pays, aux détournements de fonds publics pratiqués par la bourgeoisie malgache et à la nécessité de répondre aux besoins élémentaires de la population pauvre que la jeunesse étudiante a exigé de régler au plus vite lors de ses dernières mobilisations en septembre et octobre 2025, le nouveau dirigeant malgache, le colonel Michaël Randrianirina, s'est récemment tourné vers la Russie qui l'a accueilli en grande pompe et l'a assuré de venir à son aide après le passage des deux derniers cyclones, Fiya et Gezani.

L'État russe a ainsi fait venir à Madagascar deux Antonov chargés

de plusieurs dizaines de tonnes de denrées, un hélicoptère et des camions pour venir en aide aux populations

En fait une goutte d'eau dans un océan de misère !

Quelques jours après, il était reçu à Paris pour y défendre « un partenariat renouvelé » avec la France. La France qui a occupé par la violence ce pays de 1897 à 1960 et l'a laissé exsangue comme tant d'autres de ses colonies.

66 ans après avoir gagné son indépendance les armes à la main contre la puissance coloniale française, la population laborieuse malgache pâtit

aujourd'hui de la prédation des exploités malgaches, mais aussi de celle exercée par les grandes compagnies internationales.

Quant aux exportations malgaches, 30 % sont dirigées vers l'Europe (15 % vers la France), une bonne part va vers les États-Unis, seulement 1 % vers la Russie. C'est dire que ce pays continue à vivre entièrement sous la coupe des pays impérialistes occidentaux.

Si la bourgeoisie malgache s'accommode fort bien de cette dépendance, les travailleurs malgaches auraient tout intérêt à s'en défaire !

Prison de Mayotte : lo faktir la gaygne la zèl !

L'entreprise agro-alimentaire mahoraise « Mon Poulet » a décidé de suspendre ses livraisons à la prison de Majicavo. Le ministère de la Justice, relancé à plusieurs reprises, tardant à régler un total

d'arriérés s'élevant à 550 000 euros ! (Le Journal de Mayotte 23 2 2026)

Récemment de passage à Mayotte, le ministre concerné, Darmanin, ne s'est pas attardé sur le sujet, il a préféré annoncer la construction

d'une nouvelle prison.

Darmanin préfère consacrer les gros sous de l'État à enfermer les plus pauvres plutôt qu'à payer le travail fourni aux établissements dont il a la charge !

MUNICIPALES

Votez pour la liste Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs !

Les bombardements contre l'Iran et l'embrasement du Moyen-Orient qu'ils ont provoqué ont alimenté les conversations ces derniers jours.

Lors de nos porte à porte dans les différents quartiers de Sain-Benoît, sur le marché forain, les travailleurs que nous avons rencontrés ont exprimé leur inquiétude, parfois leur colère.

Conscients qu'à La Réunion, 80 % de ce qu'on consomme est importé, ils craignent, à juste titre, que les prix des produits de première nécessité flambent comme ce fut le cas avec la guerre en Ukraine.

On peut faire confiance aux capitalistes de la grande distribution et de l'import-export pour faire ...exploser les prix !

“Trump est en train de mettre la pagaille partout !”, a dit un retraité.

Dans cette campagne, les candidats de Lutte ouvrière font entendre la voix de ceux qui refusent d'être sac-

rifiés pour les profits d'une minorité d'industriels et de financiers. Ils affirment que seule la volonté des travailleurs de s'organiser contre ce carnage

capitaliste peut ouvrir une autre perspective à la société, celle d'un monde débarrassé de l'exploitation, des frontières, du racisme et des guerres.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

PLACE PAUL VERGÈS DE SAINT-DENIS

SAMEDI 28 MARS de 9H30 à 11H30

SAMEDI 11 AVRIL de 9H30 à 11H30

Pour nous contacter :

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282